

3° entre les alinéas 11 et 12 il est inséré un alinéa, rédigé comme suit :

« L'article 7.9.2/1, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 6°, et alinéas 4 à 7 de l'Arrêté relatif à l'énergie du 19 novembre 2010, tels qu'insérés par l'article 66 du présent arrêté, et l'article 7.9.3/1, § 2, alinéa 2, 4°, alinéa 6, et paragraphe 4/3 de l'Arrêté relatif à l'énergie du 19 novembre 2010, tels qu'insérés par l'article 67 du présent arrêté, produisent leurs effets à une date à fixer par le ministre flamand qui a l'énergie dans ses attributions. » ;

4° dans l'alinéa 13 existant, qui devient l'alinéa 14, le membre de phrase « et au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2024 » est abrogé ;

5° il est ajouté un alinéa, rédigé comme suit :

« L'article 21 entre en vigueur à une date à fixer par le ministre flamand qui a l'énergie dans ses attributions. ».

#### CHAPITRE 3. — Dispositions finales

**Art. 20.** Les articles 1, 4, 7, 8, 9, 17, 18 et 19 entrent en vigueur le jour de leur publication au *Moniteur belge*.

Les articles 2, 3, 5, 6 et 11 entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2024.

L'article 7.9.2/0/12 de l'Arrêté relatif à l'énergie du 19 novembre 2010, tel que modifié par l'article 10 du présent arrêté, s'applique pour la première fois aux prêts rénovation demandés à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

L'article 7.12.1 de l'Arrêté relatif à l'énergie du 19 novembre 2010, tel que modifié par l'article 12 du présent arrêté, s'applique pour la première fois aux dossiers pour lesquels la demande d'un permis d'environnement pour des actes urbanistiques est introduite à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

Les articles 13 à 16 entrent en vigueur à une date à fixer par le ministre flamand qui a l'énergie dans ses attributions.

**Art. 21.** Le ministre flamand qui a l'énergie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 17 novembre 2023.

Le ministre-président du Gouvernement flamand,

J. JAMBON

La ministre flamande de la Justice et du Maintien, de l'Environnement et de l'Aménagement du Territoire, de l'Énergie et du Tourisme,

Z. DEMIR

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2023/206575]

**23 MARS 2023. — Décret modifiant le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé relatif à l'aide aux personnes lesbiennes, gays, bisexuels, bisexuelles et transgenres. — Erratum**

Dans le décret susmentionné, publié au *Moniteur belge* du 22 mai 2023, aux pages 48154 à 48158, le sigle "LGBTQIA" est systématiquement remplacé par le sigle "LGBTQIA", dans les versions française et néerlandaise.

VERTALING

### WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2023/206575]

**23 MAART 2023. — Decreet tot wijziging van het Waalse wetboek van Sociale actie en Gezondheid betreffende lesbische, homoseksuele, biseksuele en transgenderpersonen. — Erratum**

In bovenvermeld decreet, bekendgemaakt op bladzijden 48154 tot 48158 van het *Belgisch Staatsblad* van 22 mei 2023, wordt het acroniem "LGBTQIA" systematisch vervangen door het acroniem "LGBTQIA" in de Franse en Nederlandse versie.

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2023/206484]

**20 OCTOBRE 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux sanctions administratives spécifiques aux indemnités agricoles et forestières octroyées pour les sites Natura 2000**

Le Gouvernement wallon,

Vu le règlement (UE) n° 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 établissant des règles régissant l'aide aux plans stratégiques devant être établis par les États membres dans le cadre de la politique agricole commune (plans stratégiques relevant de la PAC) et financés par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), et abrogeant les règlements (UE) n° 1305/2013 et (UE) n° 1307/2013;

Vu le règlement (UE) n° 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant le règlement (UE) n° 1306/2013;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D.11, § 2, et D.242, alinéa 1<sup>er</sup>, 6°;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 6 décembre 2022 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 17 mai 2023;

Vu le rapport du 19 juin 2023 établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale, intervenue le 25 mai 2023;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 26 juin 2023, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de la Nature;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté et de ses arrêtés d'exécution, l'on entend par :

1<sup>o</sup> bénéficiaire : le bénéficiaire au sens de l'article 2, 4<sup>o</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 2023 relatif aux contrôles, aux sanctions administratives et au recouvrement applicables aux interventions relevant de la politique agricole commune ainsi que dans le cadre de la conditionnalité;

2<sup>o</sup> non-respect : le non-respect au sens de l'article 2, 17<sup>o</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 2023 relatif aux contrôles, aux sanctions administratives et au recouvrement applicables aux interventions relevant de la politique agricole commune ainsi que dans le cadre de la conditionnalité.

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice des dispositions prévues aux titres 1<sup>er</sup> et 2, chapitres 1<sup>er</sup> et 2, section 1<sup>ère</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 2023 relatif aux contrôles, aux sanctions administratives et au recouvrement applicables aux interventions relevant de la politique agricole commune ainsi que dans le cadre de la conditionnalité, le non-respect des exigences prévues aux articles 4 et 8 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif aux indemnités agricoles et forestières octroyées pour les sites Natura 2000, entraîne l'application de sanctions administratives.

§ 2. Pour l'application du paragraphe 1<sup>er</sup>, le Ministre établit un régime de sanctions administratives basé sur la gravité, l'étendue, la persistance et la répétition du cas de non-respect.

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup> :

1<sup>o</sup> la gravité du cas de non-respect dépend de l'ampleur des conséquences qu'il entraîne eu égard à la finalité des exigences non respectées;

2<sup>o</sup> l'étendue du cas de non-respect dépend de son effet sur l'ensemble de l'intervention;

3<sup>o</sup> la persistance du cas de non-respect dépend de la période pendant laquelle les effets du non-respect perdurent et de la possibilité d'y mettre un terme par la mobilisation de moyens raisonnables;

4<sup>o</sup> la répétition du cas de non-respect dépend de la constatation, au cours des quatre dernières années, de cas de non-respect similaires, constatés chez un même bénéficiaire.

**Art. 3.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2023.

**Art. 4.** Le Ministre qui a la nature dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 20 octobre 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre Président,

E. DI RUPO

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,

C. TELLIER

ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2023/206484]

### 20. OKTOBER 2023 — Erlass der Wallonischen Regierung über spezifische Verwaltungsstrafen für land- und forstwirtschaftliche Entschädigungen, die für Natura-2000-Gebiete gewährt werden

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EU) 2021/2115 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 2. Dezember 2021 mit Vorschriften für die Unterstützung der von den Mitgliedstaaten im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik zu erstellenden und durch den Europäischen Garantiefonds für die Landwirtschaft (EGFL) und den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) zu finanzierenden Strategiepläne (GAP-Strategiepläne) und zur Aufhebung der Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 sowie der Verordnung (EU) Nr. 1307/2013;

Aufgrund der Verordnung (EU) 2021/2116 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 2. Dezember 2021 über die Finanzierung, die Verwaltung und das Kontrollsystem der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.4, D.11 § 2 und D.242 Absatz 1 Ziffer 6;

Aufgrund der am 6. Dezember 2022 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 17. Mai 2023 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des nach Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 19. Juni 2023;

Aufgrund der am 25. Mai 2023 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund des in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat am 26. Juni 2023 an den Staatsrat gerichteten Antrags auf Abgabe eines Gutachtens innerhalb einer Frist von 30 Tagen;

In der Erwägung, dass binnen dieser Frist kein Gutachten abgegeben wurde;

Aufgrund von Artikel 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Auf Vorschlag der Ministerin für Natur;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses und seiner Durchführungserlasse gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Empfänger: der Empfänger im Sinne von Artikel 2 Ziffer 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 2023 über die Kontrollen, die Verwaltungsstrafen und die Beitreibung, die auf die Interventionen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik sowie im Rahmen der Konditionalität anwendbar sind;

2° Nichtbeachtung: die Nichtbeachtung im Sinne von Artikel 2 Ziffer 17 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 2023 über die Kontrollen, die Verwaltungsstrafen und die Beitreibung, die auf die Interventionen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik sowie im Rahmen der Konditionalität anwendbar sind.

**Art. 2** - § 1. Unbeschadet der Bestimmungen gemäß Titel 1 und 2, Kapitel 1 und 2, Abschnitt 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 2023 über die Kontrollen, die Verwaltungsstrafen und die Beitreibung, die auf die Interventionen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik sowie im Rahmen der Konditionalität anwendbar sind, zieht die Nichtbeachtung der Anforderungen, die in Artikel 4 und 8 des Erlasses der Wallonischen Regierung über die land- und forstwirtschaftlichen Entschädigungen, die für Natura-2000-Gebiete gewährt werden, vorgesehen sind, die Anwendung von Verwaltungsstrafen nach sich.

§ 2. Für die Anwendung von Paragraph 1 legt der Minister ein System von Verwaltungsstrafen fest, das auf der Schwere, dem Umfang, der Dauer und der Wiederholung der Nichtbeachtung basiert.

Für die Anwendung von Absatz 1:

1° hängt die Schwere der Nichtbeachtung von dem Ausmaß der Folgen ab, die die Nichtbeachtung im Hinblick auf den Zweck der nicht erfüllten Anforderungen mit sich bringt;

2° hängt das Ausmaß der Nichtbeachtung von ihrer Auswirkung auf die gesamte Intervention ab;

3° hängt die Dauer der Nichtbeachtung davon ab, wie lange die Auswirkungen der Nichtbeachtung andauern und ob die Nichtbeachtung durch die Mobilisierung angemessener Mittel beendet werden kann;

die Wiederholung der Nichtbeachtung hängt davon ab, ob in den letzten vier Jahren ähnliche Nichtbeachtungen bei demselben Empfänger festgestellt wurden.

**Art. 3** - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2023 wirksam.

**Art. 4** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Natur gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 20. Oktober 2023

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2023/206484]

### 20 OKTOBER 2023. — Besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de specifieke administratieve sancties voor agrarische vergoedingen en bosbouwvergoedingen voor Natura 2000-locaties

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EU) nr. 2021/2115 van het Europees Parlement en de Raad van 2 december 2021 tot vaststelling van voorschriften inzake steun voor de strategische plannen die de lidstaten in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid opstellen (strategische GLB-plannen) en die uit het Europees Landbouwarantie-fonds (ELGF) en het Europees Landbouwfonds voor plattelandontwikkeling (ELFPO) worden gefinancierd, en tot intrekking van Verordeningen (EU) nr. 1305/2013 en (EU) nr. 1307/2013;

Gelet op Verordening (EU) nr. 2021/2116 van het Europees Parlement en de Raad van 2 december 2021 inzake de financiering, het beheer en de monitoring van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van Verordening (EU) nr. 1306/2013;

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, de artikelen D.4, D.11, § 2, en D.242, eerste lid, 6°;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 6 december 2022;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 17 mei 2023;

Gelet op het rapport van 19 juni 2023 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de federale Overheid gepleegd op 25 mei 2023;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van 30 dagen, gericht aan de Raad van State op 26 juni 2023 overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Natuur;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit en de desbetreffende uitvoeringsbesluiten wordt verstaan onder :

1° begunstigde: de begunstigde in de zin van artikel 2, 4°, van het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 2023 betreffende de controles, administratieve sancties en terugvordering die van toepassing zijn op interventies in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en in het kader van de conditionaliteit;

2° niet-naleving: de niet-naleving in de zin van artikel 2, 17°, van het besluit van de Waalse Regering van 2023 juli betreffende de controles, administratieve sancties en terugvordering die van toepassing zijn op interventies in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en in het kader van de conditionaliteit.

**Art. 2.** § 1. Onverminderd de bepalingen bedoeld in titel 1 en titel 2, hoofdstukken 1 en 2, afdeling 1, van het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 2023 betreffende de controles, administratieve sancties en terugvordering die van toepassing zijn op interventies in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en in het kader van de conditionaliteit, leidt de niet-naleving van de vereisten van de artikelen 4 en 8 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de agrarische vergoedingen en de bosbouwvergoedingen voor Natura 2000-locaties tot de toepassing van administratieve sancties.

§ 2. Voor de toepassing van paragraaf 1 stelt de Minister een systeem van administratieve sancties vast op basis van de ernst, de omvang, de hardnekkigheid en de herhaling van het geval van niet-naleving.

Voor de toepassing van het eerste lid:

1° hangt de ernst van het geval van niet-naleving af van de omvang van de gevolgen die de niet-naleving met zich brengt, gelet op het doel van de niet-nageleefde vereisten;

2° hangt de omvang van de niet-naleving af van het effect ervan op de hele interventie;

3° hangt het permanente karakter van de niet-naleving af van de periode waarin de gevolgen van de niet-naleving voortduren en van de mogelijkheid om de niet-naleving met redelijke middelen te beëindigen;

4° hangt de herhaling van het geval van niet-naleving af van de vaststelling, gedurende de laatste vier jaar, van gelijkaardige gevallen van niet-naleving door dezelfde begunstigde.

**Art. 3.** Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2023.

**Art. 4.** De Minister bevoegd voor Natuur is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 20 oktober 2023.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER

---

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2023/206487]

**9 NOVEMBRE 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé en ce qui concerne les règles d'évaluation, d'amortissements, de constitution de provisions pour risques et charges, de réduction de valeur et de réévaluation et d'affectation du résultat applicables à l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée, l'article 20;

Vu le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, l'article 28/7, inséré par le décret du 3 décembre 2015 relatif à l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles;

Vu le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, les articles 94 à 97, insérés par le décret du 17 décembre 2015 modifiant le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des services du Gouvernement wallon, le décret du 5 mars 2008 portant constitution de l'Agence wallonne de l'air et du climat et le Code wallon du Logement et de l'Habitat durable;

Vu le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé;

Vu le rapport du 10 juillet 2023 établi conformément à l'article 4, 2°, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 18 juillet 2023;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 septembre 2023;

Vu l'avis du Conseil de monitoring financier et budgétaire, donné le 1<sup>er</sup> septembre 2023;

Vu l'avis de la Cellule d'informations financières, donné le 1<sup>er</sup> septembre 2023;

Vu l'avis du Conseil général de l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles, donné le 7 septembre 2023;